

Motion du département de Géographie du 13 mars 2014

Le département de Géographie s'associe avec les nombreux conseils de départements, UFR et masters qui ont récemment protesté contre le rythme imposé par la direction de l'Université sous la pression ministérielle. Nous subissons depuis plusieurs années des changements de calendrier permanents, au mépris de toute concertation, au mépris du travail de recherche et d'enseignement, au mépris du travail des personnels administratifs. On nous demande aujourd'hui de reprendre nos maquettes, sans même connaître les conditions exactes proposées pour l'articulation annoncée avec l'Université de Paris Ouest Nanterre. Nous refusons cette mise au pas aveugle par nos tutelles et demandons qu'un véritable dialogue s'instaure au sein de l'Université pour que les décisions qui engagent à long terme son avenir soient prises de manière à la fois collégiale et réfléchie.

Nous refusons donc la réduction du nombre d'heures affectées à chaque EC tout comme la diminution du nombre d'EC affectés à la discipline. Nous exigeons le report de 2015 à 2016 du passage au LMD3 bis.

Motion adoptée à l'unanimité

Et pour mémoire, la motion contre la loi Fioraso, adoptée par le conseil de l'UFR TES (dont fait partie le département géo) le 13 novembre 2013

L'actuel projet de loi ne répond absolument pas aux attentes et aux besoins de la communauté de l'ESR et de la société. Pire encore il entérine et aggrave les logiques à l'œuvre dans la loi LRU et dans le pacte pour la recherche.

Le conseil de l'UFR TES et l'assemblée générale de l'UFR réunie le 13 novembre 2013 s'associent donc au mouvement national réclamant l'abandon du projet de loi Fioraso et demande aux conseils centraux et à la présidence de l'université de surseoir à l'application de ce projet de loi qu'elle a condamné à plusieurs reprises.